

PREFECTURE DE VAUCLUSE

D.R.I.R.E. AVIGNON

23 JAN. 1995

Avignon, le

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

BUREAU DES ELECTIONS ET
DES AFFAIRES FONCIERES

N° REG.

Arrêté modificatif actualisant les prescriptions contenues
dans l'arrêté d'autorisation du 7 MAI 1993 délivré à la SARL TTC à Orange

LE PREFET DE VAUCLUSE
Chevalier de la Légion d'honneur

VU la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la loi N° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 mai 1993 autorisant monsieur Michel MALO, gérant de la SARL TRANSIT TRAITEMENT COMPOST (T.T.C.) à poursuivre l'exploitation d'une installation classée à Orange, sur le secteur Coudoulet-Ouest ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 1er décembre 1994 proposant d'actualiser les prescriptions contenues dans l'arrêté susvisé ;

VU l'avis du conseil département d'hygiène dans sa séance du 15 décembre 1994 ;

VU la lettre d'observations du pétitionnaire du 28 décembre 1994 ;

SUR proposition du secrétaire général de la Préfecture de Vaucluse ;

ARRETE

ARTICLE 1er : les dispositions de l'article 1 - 2^{ème} alinéa de l'arrêté d'autorisation du 7 mai 1993 autorisant M. Michel MALO à poursuivre l'exploitation d'une installation classée sont complétées ainsi qu'il suit :

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

- stockage et traitement de boues de stations d'épuration des industries agro-alimentaires ainsi que le stockage et le traitement de boues non toxiques (exclusion de l'activité du traitement de surface) d'origines industrielles (à raison d'un tonnage moyen annuel d'environ 20 000 t/an) dans les conditions mentionnées à l'article 6 complété, fixant les provenances et les prescriptions d'exploitation. Le traitement sera réalisé en vue de leurs retours aux producteurs originaux ou de leur réemploi comme matériaux de couverture des centres de stockages de déchets.

L'article 3-3 - 5^{ème} alinéa devient :

Le stockage des matières de vidanges et produits boueux d'origine urbaine se fera dans deux lagunes/bassins étanches de 5 400 m³.

L'article 6 - déchets - est complété ainsi qu'il suit :

6.0. ORIGINE DES BOUES INDUSTRIELLES

6.01 - origines des boues industrielles admises :

= boues et sédiments provenant d'opération de séparation de phase de résidus hydrocarburés (décantation, centrifugation, filtration, curage de fonds de bacs de stockage,...)

- terres et matériaux souillés par des produits hydrocarburés (suite à incidents, accidents, travaux de nettoyage y compris d'excavation venant de sites et friches polluées)

- boues de stations d'épuration industrielle ayant un traitement de type biologique (sont exclues celles provenant de traitements physico-chimique et notamment de l'activité du traitement de surface).

6.02. - caractéristiques physico chimiques nécessaires à l'admission :

Tous les déchets mentionnés ci-dessus devront être solides ou pelleted et satisfaire aux valeurs en métaux de la norme NFU 44-041 de juillet 1985.

Ils devront, de plus, satisfaire aux teneurs suivantes (valeurs provisoires) en :

- AOX (composés organiques halogénés absorbables sur charbon actif) (ISO 9562) ≤ 500 mg /l

- HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)
(NF T 90 115) ≤ 20 mg /l

- PHENOLS ≤ 80 mg /l

En cas de dépassement de ces valeurs , l'exploitant avisera l'inspecteur des installations classées afin d'examiner l'opportunité de mener une étude spécifique à caractère de "pilote expérimental".

6.03. Devenir des produits après traitement

- après traitement, l'exploitant vérifiera le respect de la norme NF 44-041 et des autres valeurs mentionnées ci-dessus.
- en cas de retour aux producteurs d'origine, il appartiendra à ces derniers de leur donner une filière appropriée compatibles avec leurs caractéristiques.
- en cas de réemploi comme matériau de couverture pour des centres de stockage de déchets (ex. décharge contrôlée), une étude à caractère agronomique et pédologique sera réalisée par l'exploitant de ces sites de stockage afin de s'assurer de la faisabilité de leur réemploi.

Le reste sans changement.

Article 2 - Le secrétaire général de la Préfecture de Vaucluse, le maire d'Orange, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, - inspecteur des installations classées - , le directeur départemental de la sécurité publique de Vaucluse, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé ainsi qu'aux directeurs départementaux de l'équipement, de l'agriculture et de la forêt, des affaires sanitaires et sociales, du travail et de l'emploi et à Mme le chef du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile

Avignon, le 19 JAN. 1995

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet
L'Attaché Délégué,

M. DALMASSO

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-René THIBAUD